

Comité technique de réseau du 29 septembre 2016
Déclaration liminaire

Ce CTR de rentrée se tient dans un contexte global particulièrement lourd et dans une atmosphère pesante. Les tragiques événements qui ont marqué l'été 2016 n'y sont sans doute pas étrangers. Les décisions et les choix gouvernementaux, comme les discours politiques de la période non plus. Une réponse sécuritaire et un renforcement des dispositifs de surveillance généralisée, aux limites de l'État de droit, un discours de peur et de fatalisme, une approche centrée sur la question religieuse, franchement en contradiction avec la loi de séparation de l'église et de l'État et qui place le fait religieux au centre du débat public, autant d'orientations qui tournent le dos, tout du moins qui occultent les problématiques géopolitiques, sociales et économiques.

Mais vous vous demandez sans doute ce que viennent faire ces sujets dans une déclaration liminaire et où nous voulons en venir. Pas d'impatience.

La DGFIP et ses agents ne sont pas protégés sous une sorte de bulle protectrice. Notre microcosme n'échappe pas aux effets d'une situation si complexe qu'elle réclame de la détermination et de la réflexion, loin du simplisme et de la caricature qui semblent bien et malheureusement prévaloir dans la période.

Nous en voulons pour preuve le message d'alerte affiché ces derniers jours sur le Forum DGFIP, un réseau social comme un autre où la parole raciste et sexiste semble se libérer.

Nous en voulons pour preuve cette stagiaire de l'ENFiP, raillée jusqu'au harcèlement du seul fait qu'elle ne mangeait pas de viande de porc.

Nous en voulons pour preuve au moins trois signalements (à notre connaissance) effectués par la centrale aux autorités judiciaires d'agents de notre administration soupçonnés de radicalisation.

Nous ne sommes plus ici dans le virtuel, mais bien dans la vraie vie !

Notre première interpellation portera donc sur les mesures, au-delà de la mise en place de correspondants radicalisation qui pour le coup renvoie à nos critiques initiales sur la forme et le niveau de réponse à apporter au contexte, d'information, de formation, voire d'éducation que vous entendez mettre en place face à ces phénomènes ?

Nous ne pouvons pas nous empêcher de penser que si certains de nos concitoyens et concitoyennes, et donc certains de nos collègues, basculent dans un extrémisme qui peut également prendre une forme démocratique, ou encore commettent parfois l'irréparable en attendant à leurs propres jours, c'est peut-être aussi par désespoir.

Désespoir de causes, désespoir d'avenir, désespoir d'idéal.

Abandonnés par la république, par l'état, s'ils sont en plus stigmatisés, d'une manière ou d'une autre et quelle qu'en soit la raison, alors tous les ingrédients sont réunis pour que le pire advienne.

Les agents de la DGFIP, agents publics, fonctionnaires sous-statut, sont stigmatisés à plus d'un titre. Ils font partie de la cohorte de celles et ceux que certains jugent responsables de la situation économique du pays : immigrés ou migrants, chômeurs et...fonctionnaires. Nantis ou considérés comme tel du fait qu'ils disposent de la garantie de l'emploi, qu'aucun devrait regarder comme une protection des administrés, comme une garantie démocratique. Privilégiés ou jugés comme tel du fait de leurs statuts particuliers, de leurs rémunérations, de leurs règles de gestion, relativement protectrices....Jusqu'à quand ? Jaloués, y compris à Bercy, à tel point qu'ils ont le sentiment que le gouvernement, la DGAFP, le secrétariat général, et la DG, en exécutrice, leur fait à la fois payer aujourd'hui leur résistance et une fusion qu'ils n'ont pas souhaitée.

Le service public n'est pas le problème, c'est la solution !

La DGFIP n'est pas le problème, c'est la solution !

La DGFIP, si l'on se réfère aux discours lénifiants venus de tous bords, est au cœur de la République, au cœur de l'appareil d'État, indispensable, incontournable. Les mêmes pourtant votent, année après

année, dans une approche purement comptable, pour supprimer encore et encore des emplois : si le projet de loi de Finances pour 2017 est voté en l'état, la DGFIP aura perdu 37 000 emplois en 13 ans ! Un véritable plan social, sans aucune contrepartie que l'incertitude de l'avenir, attisée par les projets de certaines et certains qui briguent le droit de diriger le pays. Sans autre contrepartie que de subir les mesquineries quotidiennes, le caporalisme et le zèle de quelques « commandants » qui sont indignes de la fonction que vous leur avez confiée.

Nous pourrions ici énumérer à la Prévert, toutes les situations dont nous sommes saisis et que nous tentons de régler avec les services de centrale, certes parfois positivement, et qui étayent notre propos. Quand sera-t-il lorsque la fonction RH sera concentrée et éloignée du « terrain » ? Si nous nous fondons sur ce qui se déroule aujourd'hui dans la sphère informatique par exemple, les choses ne pourront selon nous qu'empirer.

Les chiffres sont têtus et implacables. Les capacités d'action de la DGFIP s'étiolent tandis que les charges des services explosent. Les causes de cet état de fait ne sont en aucun cas structurelles ou organisationnelles. Nous ne sommes plus assez nombreux pour exercer correctement et pleinement nos missions de service public, au service de l'intérêt général et de la collectivité. Dès lors, nos missions sont désormais bien réellement en danger et ce constat d'autres le feront, non pas pour revendiquer comme nous le faisons un renforcement des moyens humains, budgétaires, juridiques et techniques de la DGFIP, mais pour honteusement confier celles que nous ne pouvons plus conduire, à d'autres qui n'attendent que cela.

La DGFIP est en danger, et ce ne sont ni vos réformes structurelles et organisationnelles ni votre aveuglement numérique qui viendront la sauver.

Si vous n'êtes que coresponsables, en quelque sorte, des suppressions d'emplois, nous vous le concédons. Vous êtes par contre totalement responsable, Monsieur Parent, du chamboule-tout que vous imposez, dans une sorte de fuite en avant, de course contre la montre à handicap.

Quel est le ressenti des agents de la DGFIP face à ce que vous leur faites vivre ?

Le résultat du dernier baromètre social nous donne quelques indications.

56 % des agents jugent le rythme des réformes trop rapide ; ils sont 58 % à considérer que les changements intervenus ont eu un effet défavorable ; 59 % estiment que leur situation va se dégrader dans les prochaines années ; 42 % indiquent que leur motivation diminue, c'est le chiffre le plus haut depuis avril 2013. Bref, ils portent globalement un regard largement négatif sur ce qu'ils vivent au quotidien.

Notre revendication d'une « pause qualité » en devient largement pertinente.

Elle permettrait d'engager un cycle d'échanges sur le travail, ses contours, son contenu, sur la prise en compte des effets de la dématérialisation et de l'usage massif des TIC sur ce travail, sur les doctrines d'emplois, sur le niveau de qualification et de technicité requis et donc sur la rémunération. Une vraie GPEEC en quelque sorte.

Elle permettrait également d'éclairer l'avenir de tous les agents, quel que soit leur grade, en matière d'affectation, de déroulés de carrière, de débouchés de carrière et de positionnement, de missions.

Elle permettrait enfin d'aborder leurs conditions de travail, les effets de la taylorisation du travail, les pertes d'autonomie qu'elle génère, les risques psychosociaux qu'elle engendre, notamment en ce qui concerne la perte de sens au travail. Ces différents sujets agitent déjà la société civile qui s'interroge sur l'avenir du travail salarié. La DGFIP peut-elle être exempte d'une telle réflexion prospective et collective ?

Bref, elle nous permettrait de savoir et elle permettrait aux agents de savoir si vous avez une vision sur l'avenir de la DGFIP, de ses missions, de son organisation territoriale en lien avec les évolutions en cours (intercommunalité, fusion de commune, etc...).

Nous vous donnons ici l'occasion d'un vrai dialogue social, d'un vrai échange de vues, mais qui ne nous conduit pas à demander un basculement dans une cogestion telle qu'elle peut exister ailleurs.

Saurez-vous la saisir ?

Au regard de votre absence de réponse à nos demandes récentes de nous fournir un bilan des restructurations 2016 ; au regard de votre absence de réponse à notre demande d'un état des lieux actualisés de la situation des implantations de la DGFIP en fonction de la taille des communes telle que définit par les différentes associations d'élus locaux (cf gt sur la démarche stratégique du 10 juillet 2015) ; au regard de l'ordre du jour de ce CTR et de celui du groupe de travail mutation du 5 octobre 2016, nous en doutons vraiment.

Si vous ne la saisissez pas, nous en tirerions une conséquence et les agents avec nous:

Soit vous avez un plan caché.

Soit vous n'en avez pas.

Dans les deux cas, c'est extrêmement préoccupant.

Venons-en donc à l'ordre du jour de cette réunion.

Pour dire d'abord qu'il est pléthorique et qu'encore une fois, alors qu'elle constitue un des piliers sur lesquels vous devriez vous appuyer, le vilain mot, pour prétendre un tant soit peu « accompagner » le changement, la formation professionnelle risque fort de ne pas être évoquée dans toutes ses dimensions aujourd'hui.

Ainsi, nous demandons la convocation, avant la fin de cette année d'un CTR dédié (pas un GT) qui examinera le bilan de la formation professionnelle et également le bilan social.

Pour ensuite constater que vous poursuivez coûte que coûte votre entreprise de concentration de services, de réformes de structure, de modification des conditions d'exercice des missions, sous couvert d'évolution des outils informatiques. Pour nous, au contraire, ces outils devraient nous permettre, aux antipodes du regroupement départemental, voire régional ou interrégional, de repenser le maillage des services de la DGFIP, au profit des agents, des missions, des administrés et des partenaires, de l'environnement et de l'aménagement du territoire (à notre mesure).

Tous les autres points à l'ordre du jour (exception faite de la forpro et du bilan social) de ce CTR, qu'ils constituent une simple information ou bien qu'ils nous soient présentés afin que nous nous prononcions, sont porteurs de profondes réformes qui viennent une fois de plus bouleverser le quotidien des agents et jusque dans leur vie personnelle. Certaines nous font sourire... jaune, tant elles étaient prévisibles et que nous les avons annoncées de longue date. Elles emportent avec elles les engagements passés. Vous nous répondrez sans doute que vous ne vous sentez pas lié par les promesses de vos prédécesseurs. Cela ne nous engage pas à vous accorder une quelconque confiance. Et sans confiance réciproque....

D'autres sont tellement peu documentées, malgré nos exigences et nos demandes qui devaient être soi-disant satisfaites que leur examen ne pourra nous conduire qu'à les rejeter.

En résumé, le dialogue social de qualité ne se résume pas au nombre de nos rencontres, au demeurant très nombreuses, mais bien dans une volonté partagée de vraie franchise et de vraie transparence. Nous en sommes très très éloignés !

Nous reviendrons dans le cours de ce CTR sur les différentes fiches que nous aurons le temps d'examiner. Mais le niveau de notre participation dépendra aussi quand même de la teneur de vos réponses.